

## Sommaire

1. Editorial
2. L'avenir des villes
3. Villes durables et gouvernance urbaine
5. Le « *New Urban Planning* » peut-il résoudre la question urbaine dans les pays pauvres ?
6. « *Visions d'avenir* ». Un an après le forum mondial urbain de Vancouver
8. Nouvelles de la coopération
- Publications



Vancouver.

Xavier Crépin

## Vancouver 2006 : passer des idées à l'action

La troisième édition du forum urbain mondial a revêtu une signification particulière, puisqu'elle a coïncidé avec le trentième anniversaire de la première conférence des Nations unies sur les établissements humains, qui s'était déroulée à Vancouver en 1976 et avait conduit à la fondation du programme des Nations unies pour les établissements humains.

Vancouver 2006 a réuni quelque 10 000 participants venus de 150 pays. La conférence Habitat I avait placé les préoccupations des collectivités locales au premier rang des priorités internationales et mis en relief l'importance cruciale d'une démarche participative : le forum qui s'est tenu trente ans plus tard a rempli sa promesse de transformer les idées en actions.

Cette fois-ci, c'est de Vancouver qu'un cri d'alarme a été lancé : la population urbaine des pays en développement devrait passer de 2 à 4 milliards dans les trente prochaines années. Sur la même période, celle des pays développés ne devrait augmenter que de 11 %.

Cela signifie que la croissance de la population urbaine, à laquelle les pays en développement sont confrontés, est approximativement dix fois supérieure à celle des pays développés. En bref, ces deux milliards de nouveaux citoyens équivaldront, en termes de planification, de financement et d'équipement, à la création d'une nouvelle ville d'un million

d'habitants par semaine, pendant trente ans.

Cette situation constitue sans doute le plus grand problème auquel l'humanité doit faire face, au XXI<sup>e</sup> siècle. Avec la sensibilisation progressive des pays, les Nations unies doivent plus que jamais rassembler leurs forces, pour garantir une urbanisation durable.

Les travaux d'ONU-Habitat, en tant qu'organisme des Nations unies chargé de la mise en œuvre du Programme pour l'habitat, de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains dans le troisième millénaire et des Objectifs du millénaire pour le développement n° 10 et 11, ont permis à l'agence et à ses partenaires, au sein des autorités nationales, régionales et locales, ainsi que de la société civile, de se rapprocher davantage des citoyens pauvres.

Les personnes qui nous ont rejoints à Vancouver, depuis les quatre coins du monde, sont parfaitement conscientes que nous vivons à l'ère de l'urbanisation, période dans laquelle, pour la première fois, plus de la moitié de l'humanité habite en ville ; et cette proportion devrait atteindre les deux tiers d'ici une génération. Cette question sera à l'ordre du jour du quatrième Forum urbain mondial, qui se tiendra à Nanjing (Chine), en 2008. ■

# L'avenir des villes

Daniel Biau, directeur, division de la coopération technique, ONU-Habitat

*Daniel.Biau@unhabitat.org*

*Le but du Forum urbain mondial (FUM) a toujours été de favoriser les débats entre partenaires publics, privés et non-gouvernementaux du monde entier sur la gestion et l'aménagement des villes. A Vancouver, les discussions devaient porter sur la durabilité urbaine entendue comme un objectif complexe devant mobiliser tous les acteurs pour répondre au quadruple défi de la productivité économique, de l'intégration sociale, de la qualité environnementale et de la démocratie politique en milieu urbain.*

La troisième session du FUM s'est tenue à Vancouver en juin 2006, trente ans après la première conférence sur l'Habitat organisée par l'ONU en juin 1976. En tant qu'organe consultatif des Nations unies sur les questions d'urbanisation, le FUM a été créé par ONU-Habitat en 2001 par la fusion du Forum sur l'environnement urbain et du Forum international sur la pauvreté urbaine. Il a tenu sa première session à Nairobi en avril 2002 et sa seconde session à Barcelone en septembre 2004.

Plus de 10 000 personnes ont participé au forum de Vancouver, dont 5 000 non-Canadiens. Les pays émergents, comme le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud étaient très présents, ainsi qu'un grand nombre de pays moins avancés. Le Kenya à lui seul comptait 156 participants.

La variété et l'équilibre des partenaires ayant pris part au forum se reflètent dans la répartition des participants : gouvernements 15,7%, autorités locales 15,9%, ONG 25,2%, secteur privé 13,4%, instituts de recherche et d'enseignement 12,5%. Le forum a mis l'accent sur l'échange

d'idées nouvelles, au travers de nombreux dialogues, tables rondes et séances de réseautage. La couverture médiatique a été importante (200 journalistes présents) et stimulante.

Comme on pouvait s'y attendre un consensus s'est à nouveau dégagé sur la centralité de la bonne gouvernance dans toute politique urbaine. Un autre consensus, renforcé par la publication de *L'État des villes du monde en 2006*, a émergé sur le rôle essentiel des villes dans le développement socio-économique, dès lors que les problèmes de fracture sociale et de ségrégation spatiale sont abordés frontalement par les décideurs nationaux et municipaux. Cependant les critiques n'ont pas manqué, notamment sur l'absence de réelle volonté politique et sur le décalage entre les proclamations publiques (comme la déclaration du millénaire) et les actions concrètes sur le terrain. La prise en compte insuffisante de la pauvreté urbaine dans les stratégies nationales a été soulignée par de nombreux participants qui n'ont pas hésité à mettre en cause la coopération internationale, en particulier les institutions de *Bretton Woods*.

Parmi les avancées de Vancouver, il faut relever les engagements d'un certain nombre de délégations gouvernementales en faveur d'un appui accru aux organisations de la société civile et aux quartiers populaires. Certains maires sont également intervenus dans ce sens. Les questions de financement de l'habitat et des services ont fait l'objet d'une attention renouvelée, l'accent étant systématiquement mis sur une meilleure utilisation des ressources locales. Le dialogue sur les finances municipales a recommandé des approches innovantes, notamment la mobilisation de fonds par les municipalités sur le marché des capitaux. Par contre l'amélioration de la taxation foncière et immobilière a suscité peu d'intérêt. Le remboursement des emprunts pourrait donc poser problème dans certaines villes.

On regrettera que peu d'expériences probantes d'amélioration à grande échelle des taudis aient pu être présentées et que l'objectif de « villes sans bidonvilles » semble toujours hors d'atteinte, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Cependant les questions d'évictions forcées et de droit au logement ont été

abordées, sous l'influence d'ONG très actives. L'idée française de droit au logement opposable semble pouvoir gagner du terrain dans un proche avenir, ainsi que celles du partenariat entre ONG représentant les défavorisés et autorités locales dans le cadre d'une démocratie plus « participative ».

L'une des nouveautés de la troisième session du FUM a été la réhabilitation de la planification urbaine. Sous la pression des urbanistes, il semble que la planification spatiale et environnementale réapparaisse comme le moyen privilégié d'éviter la prolifération des quartiers spontanés (*slum prevention*). Il reste à observer si cette approche réussira mieux qu'au cours des années 70. Conscients des problèmes passés, les participants ont recommandé une planification inclusive et participative. Mais ils ont peut-être sous-estimé les enjeux de la spéculation foncière et de la compétition féroce pour l'accès aux terrains urbains.

Bien que Vancouver soit considérée comme une ville plutôt agréable, son maire a souligné les méfaits et les coûts de l'étalement urbain et la nécessité de densifier l'agglomération. Un problème commun à toute l'Amérique du Nord, région où les règlements d'occupation des sols sont connus pour leur laxisme.

Un aspect spécifique de la planification urbaine est réapparu fortement dans les débats, celui de la consommation énergétique des

viles, en relation avec les préoccupations grandissantes sur le réchauffement climatique. Les politiques qui privilégient les transports en commun ont été mises en vedette, par exemple celle de la ville de Bogota. La pratique de référendums locaux sur la taxation accrue de la circulation des véhicules privés a été recommandée.

Les partenariats public-privé pour la fourniture des services urbains, y compris au plan des investissements, ont fait l'objet de discussions relativement théoriques. De nombreux intervenants ont souligné l'importance d'impliquer les communautés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ce qui est déjà le cas dans nombre de pays. En fait, le principe clé demeure l'action coordonnée des quatre catégories d'acteurs : gouvernement, municipalité, fournisseur de services et population. Rien de bien nouveau sur cette cible 10 des objectifs du millénaire.

La discussion fondamentale de Vancouver fut peut-être celle sur l'avenir des villes. Les rapports d'ONU-Habitat montrent clairement



Daniel Bitau, UN-Habitat

Forum urbain mondial, Vancouver, 2006.

que le développement urbain comporte à la fois des risques et des opportunités. Mais dans de nombreuses agglomérations du Sud et du Nord, les aspects négatifs, d'ordre social (inégalités, pauvreté et insécurité) et environnemental (pollution), l'emportent sur les aspects positifs, qui sont essentiellement économiques. Certains pays parviennent à gérer plus efficacement leur urbanisation, en mettant en œuvre les recommandations

issues du FUM, c'est-à-dire en investissant davantage dans les infrastructures et les institutions urbaines, en décentralisant les responsabilités et en appuyant les dynamiques sociales et économiques. Les participants de Vancouver ont donc émis un message d'espoir, de diversité et de liberté, mais avec une forte dose de réalisme. Bien qu'on ne puisse ignorer l'impact de la mondialisation économique et financière sur le développement

urbain, les villes du futur seront, comme celles du passé, ce que les sociétés humaines voudront en faire, des lieux de solidarité, d'échange et d'innovation ou des lieux de tension, d'égoïsme et de gaspillage. Le rôle des Nations unies (et du FUM) consiste à analyser ces évolutions et à tenter de les influencer. ■

## Villes durables et gouvernance urbaine

Olivier Mourareau, architecte et urbaniste de l'État, chargé de mission « gouvernance urbaine », direction générale de la coopération internationale et du développement, ministère des Affaires étrangères et européennes

[olivier.mourareau@diplomatie.gouv.fr](mailto:olivier.mourareau@diplomatie.gouv.fr)

*Le thème central du forum, « Notre avenir : des villes durables – passer des idées à l'action », et ses sous-thèmes, « Croissance urbaine et environnement », « Partenariats et finances », « Inclusion et cohésion sociales », ont porté la question de la gouvernance urbaine au cœur du débat dont nous avons retenu quelques thèmes dominants : l'émergence du secteur privé dans la lutte contre la pauvreté, la nécessité de renforcer les moyens des collectivités locales et la participation comme composante essentielle des processus de gouvernance locale urbaine.*

Ce forum a d'abord été l'occasion de dresser un nouveau bilan de l'évolution de la situation des établissements humains et de la pauvreté dans le monde. Malgré les moyens déployés et les actions engagées depuis la

création d'ONU-Habitat, le constat d'insuffisance des politiques menées a éclairé la majorité des débats : les conditions de vie des populations les plus fragiles se sont dégradées, les objectifs du millénaire pour le développement ne seront pas atteints et l'urbanisation, tout comme l'exode rural, constituent des phénomènes massifs et irréversibles.

La pauvreté « s'urbanise ». En se développant, les villes, motrices du développement économique, centres privilégiés de la culture, de l'innovation, de la création de la richesse, se dualisent ; les inégalités, la ségrégation sociale s'y renforcent. Pauvreté rurale et pauvreté urbaine se rejoignent et il ressort de ce forum que le développement rural ne constitue plus à lui seul une réponse aux problèmes de l'urbanisation.

Si quelques-unes des problématiques qui ont émergé tout au long de ce forum ont pu se situer à la croisée de plusieurs préoccupations (les questions, du « genre » et de la santé publique, de l'impact de l'épidémie du SIDA, par exemple, semblent émerger avec une acuité toute particulière dans le champ urbain), on retiendra parmi les nombreux sujets évoqués quelques thèmes dominants : l'émergence du secteur privé dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la nécessité de renforcer les moyens des collectivités locales et la participation comme composante essentielle des processus de gouvernance locale et urbaine.

### **L'émergence du secteur privé**

Ce forum a vu émerger avec force le secteur privé, agissant selon ses propres logiques ou dans le cadre de partenariats public-privé, dans les stratégies et actions en faveur des populations les plus défavorisées, dans

les projets et politiques de développement et de réduction de la pauvreté. Il a été interpellé pour jouer un rôle croissant en complément des moyens de la puissance publique.

Alors que les politiques de l'habitat sont nécessairement partenariales, ce forum a vu une offensive nord-américaine marquée plébisciter l'engagement du secteur privé dans ce secteur et l'accès à la propriété pour les pauvres, comme moyen pour stimuler le développement socio-économique local. A la suite du secrétaire d'Etat américain au logement et au développement urbain qui a stigmatisé l'échec des politiques publiques en faveur des quartiers difficiles aux USA, promoteurs et investisseurs ont valorisé des opérations préparées et mises en œuvre selon les logiques du marché, guidées par les enjeux du retour sur investissements. Dans ce cadre, subsistent des interrogations sur la place de la participation des habitants à la définition des projets, sur le partage des risques financiers et sur le coût final de ces opérations pour les bénéficiaires.

Le débat a également porté sur l'intervention du secteur privé dans le secteur des services essentiels. Des exemples de PPP « *pro-poor* » et de « bonnes pratiques » notamment en matière de prise en charge de la collecte et du traitement des déchets par les habitants eux-mêmes, ont illustré la mise en œuvre à un niveau informel de PPP générateurs d'emplois et de ressources. Le champ du « *pro-poor* », constituerait-il une nouvelle niche économique ?

### **Décentralisation et renforcement des moyens**

Les maires ont rappelé le caractère essentiel d'une décentralisation accompagnée

de moyens légaux, financiers et en termes de capacité humaine adéquats. Le rôle des finances locales dans la mise en œuvre effective tant de la décentralisation que d'une gouvernance locale soucieuse de la participation de l'ensemble des acteurs, a été rappelé à plusieurs reprises et le recours aux marchés financiers internationaux pour lever des ressources additionnelles et accéder à une certaine autonomie fiscale a été évoqué ; les représentants des collectivités locales ont appelé à l'adoption des lignes directrices en la matière.

### **La participation**

La participation des habitants des quartiers informels et des bidonvilles aux prises de décisions et aux projets qui les concernent, organisée par la puissance publique garante de l'accès à une information compréhensible par tous, s'impose comme un moyen essentiel de contrôle démocratique et une condition absolue de la réussite des actions en faveur de la lutte contre la pauvreté.

Fondamentalement, un processus de partage du pouvoir, la participation, représente un enjeu majeur pour les pauvres qui revendiquent une visibilité, le potentiel économique du secteur informel, la sécurisation de droits fonciers, l'arrêt des évictions, l'intégration financière. Les acteurs du développement, les organisations internationales, les agences de coopération, intègrent désormais ces préoccupations dans une vision « inclusive » de la ville et il ressort des débats que les habitants des bidonvilles sont les mieux placés pour faire valoir leurs besoins et contribuer à la recherche de solutions innovantes pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le succès du forum de Vancouver a largement dépassé les espérances des organisateurs ; il témoigne de la prise de conscience soulevée par l'ampleur inégalée de l'urbanisation dans le monde, de l'importance croissante accordée aux questions et préoccupations urbaines, tant au niveau des gouvernements nationaux et locaux qu'au sein de la société civile. Il a sans doute permis aux forums urbains mondiaux d'accéder aux premiers rangs dans l'agenda des manifestations internationales. Les « positions » anti-urbaines ne sont aujourd'hui plus tenables et il reste sans doute à bon nombre de bailleurs à réévaluer et reconsidérer leurs priorités.

### **Renforcer la présence française**

La participation française à ce troisième Forum urbain mondial, qu'il s'agisse des élus, des professionnels ou des experts qui œuvrent dans le cadre de la coopération internationale et du développement, était très discrète. Leurs points de vue, compétences et expériences sur des questions telles, la décentralisation, la montée en puissance des pouvoirs municipaux, la lutte contre la pauvreté urbaine, la planification urbaine, le financement des collectivités locales, auraient pourtant utilement alimenté les multiples débats.

La coopération française qui a adopté en décembre 2006 sa stratégie de gouvernance et qui prépare actuellement une stratégie de gouvernance urbaine devrait être mieux armée et mobilisée pour contribuer au débat international sur ces questions à l'occasion du 4<sup>e</sup> Forum urbain mondial organisé en 2008 à Nanjing. ■

# Le « *New Urban Planning* » peut-il résoudre — la question urbaine dans les pays pauvres ?

Marcel Belliot, urbaniste qualifié OPQU, délégué général de la FNAU

[belliot@fnau.org](mailto:belliot@fnau.org)

*En juin 2006, Vancouver, a accueilli deux manifestations importantes, liées toutes les deux à la ville et à la question urbaine : le Congrès mondial des urbanistes (CMU, WPC) et le Forum urbain mondial (FUM, WUF). Les urbanistes réunis au sein du CMU ont affirmé avec force que les réponses ne peuvent être que locales, adaptées aux ressources de la société et mises en œuvre par sa gouvernance propre.*

Le Congrès mondial des urbanistes, qui coïncidait avec la rencontre annuelle des urbanistes canadiens, a rassemblé un millier d'urbanistes, venus d'une quarantaine de pays, pour la plupart anglophones. Outre le Canada, le Commonwealth (au travers de la *Commonwealth Association of Planners*, CAP) et les États-Unis étaient particulièrement bien représentés. Le congrès a approuvé une « déclaration de Vancouver » qui a été présentée et débattue au sein des instances du Forum urbain mondial, réuni au même moment dans la grande métropole de l'Ouest canadien. La « déclaration de Vancouver » s'inscrit dans la poursuite des objectifs du millénaire pour le développement, proposés en 2003 par le sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable, et notamment pour l'éradication des « *slums* » et des bidonvilles.

Elle propose, au nom d'un nouvel urbanisme (*New Urban Planning*), une révolution des approches, des méthodes et des pratiques des professionnels du dévelop-

pement urbain dans les villes du tiers monde. Le *New Urban Planning* s'appuie sur 10 grands principes : la durabilité, la transversalité, le réalisme budgétaire, le partenariat, la subsidiarité, la réponse aux besoins, la disponibilité foncière, le pilotage stratégique, le souci des plus pauvres et la mobilisation des ressources locales. Constatant que, dans les pays pauvres du tiers-monde, la croissance des bidonvilles est beaucoup plus rapide que celles des quartiers conformes aux standards occidentaux (eau, assainissement, éclairage, routes, équipements...), elle propose de renverser la perspective et de « repartir du terrain ».

Le « terrain », dans les villes du tiers-monde comme d'ailleurs dans les autres, ce sont leurs habitants avec leurs contraintes économiques et financières mais aussi leurs ressources humaines et culturelles. Le « terrain », on le trouve dans la solidarité communautaire qui fonde les gouvernances locales et la vitalité du secteur privé informel... bien plus que dans les prescriptions des bailleurs de fonds internationaux, des « bureaux ministériels » ou des « consultants étrangers ». La réus-

site d'une politique urbaine dans les villes pauvres du tiers-monde doit s'évaluer dans sa capacité d'auto-développement et dans sa « durabilité » économique, sociale et environnementale... bien plus que dans l'utilisation passive et mécanique de méthodologies et d'outils de planification conçus dans un autre cadre et pour d'autres acteurs.

L'urbanisation massive du monde est le phénomène majeur du dernier siècle. En 1950, 730 millions de personnes, soit moins de 30 % de la population mondiale, habitaient en ville. Ils sont aujourd'hui 3 milliards (50 %) et ils seront près de 5 milliards en 2030 (60%). Ces chiffres donnent le vertige... surtout si l'on n'oublie pas que, en 2030, 4 milliards de ces nouveaux « urbains » appartiendront aux régions les moins développées du globe<sup>1</sup>. Il s'agit là d'un enjeu mondial dont les conséquences sont considérables pour l'équilibre social, économique et environnemental de la planète : quelles villes fabriquer et comment les faire grandir ? Les urbanistes réunis à Vancouver en 2006 ont affirmé avec force que les réponses ne peuvent être que locales,

adaptées aux ressources de la société et mises en œuvre par sa gouvernance propre. La « déclaration de Vancouver » propose aux professionnels du monde entier de se rassembler dans un réseau mondial et de débattre, sans a priori, de leurs concepts, de leurs pratiques et surtout de la manière dont ils les appliquent dans leurs « terrains » respectifs. Seule une intelligente exploitation du « local » permettra d'atteindre les objectifs globaux du millénaire. Rendez-vous a été pris en 2008 pour tirer les enseignements de l'action lancée à Vancouver, lors du prochain FUM de Nanjing (Chine) qui coïncidera avec un nouveau Congrès mondial de l'urbanisme.

D'ici là, le « *Global Planners Network* » (réseau mondial des urbanistes, [www.globalplanningnetwork.org](http://www.globalplanningnetwork.org)) s'efforce, au fil de manifestations régionales et de rencontres nationales, de faire connaître ses thèses, de mobiliser les urbanistes locaux et de convaincre les décideurs. Des enquêtes ont été lancées dans plusieurs pays pour évaluer la capacité du milieu professionnel local à répondre aux besoins des villes. Des actions de « réseautage » ont été menées auprès d'associations ou d'organisations absentes de Vancouver. Les urbanistes britanniques (RTPI) et du Commonwealth (CAP) sont intervenus en avril 2007 à Nairobi à l'occasion de la conférence annuelle d' Habitat. Des ateliers régionaux de planification ont été or-

ganisés en 2006 et 2007 dans plusieurs pays d'Afrique et des Caraïbes. Cliff Hague, principal promoteur de la « déclaration de Vancouver » et ancien président de la CAP a posé la question de la « réinvention de la

planification » au Congrès annuel des urbanistes néo-zélandais de 2007.

Les urbanistes francophones (européens et africains) sont restés jusqu'ici à l'écart de cette dynamique professionnelle mondiale. La tenue à

Johannesburg au début de l'année 2008 d'une importante manifestation africaine, la « Planning Africa Conférence », peut réparer cette lacune et permettre d'élargir le cercle. En attendant Nanjing, elle peut être

un pas de plus vers une mobilisation internationale des urbanistes pour des villes plus durables. ■

*1 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2004*

## « Visions d'avenir ». Un an après le Forum mondial urbain de Vancouver

Nicolas Buchoud\*, directeur de cabinet adjoint, ville de Clichy la Garenne et urbaniste qualifié OPQU, expert en politiques urbaines. *Renaissance Urbaine Consulting*  
nbuchoud@yahoo.fr

*Un an après le Forum urbain mondial Habitat III (FUM III) de Vancouver, et le Congrès mondial des urbanistes qui l'a accompagné, le débat sur l'avenir des villes a rebondi à l'échelle internationale, mais assez peu en France. Sommes-nous vraiment passés « à côté » de Vancouver, comme le rapportait déjà la revue Urbanisme<sup>1</sup> à l'automne dernier. ?*

### Le monde habite en ville

Un rendez-vous organisé à Québec au mois de juin 2007, quelques semaines avant le début des célébrations du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec et intitulé *Visions d'avenir* a rappelé que le cycle global de conférences et de débats amorcé à l'occasion du FUM III autour des questions urbaines, était désormais bien lancé. A partir du thème des « villes durables », l'articulation entre les enjeux de développement urbain et les questions d'habitat s'est imposée. Les grandes villes d'Amérique du Nord, et avec elles de puissantes coalitions d'urbanistes (*planners*), sont en train de redessiner progressivement les contours de la question urbaine, en liant habitat, croissance urbaine, et urbanisme (*planning*).

Lors du forum Habitat I en 1976, l'essentiel des échan-

ges ont eu lieu entre représentants officiels des États. Le phénomène urbain était loin d'avoir atteint l'importance qu'il a acquis aujourd'hui. « Habitat I » a constitué une tribune pour dénoncer l'impact négatif des villes sur les milieux ruraux, notamment dans les pays du sud, et les villes y étaient encore perçus plutôt comme des problèmes à gérer que comme des solutions aux problèmes du développement. Le forum informel de Jericho Bay est certes resté très fortement imprimé dans les mémoires. Toutefois, comme l'a rappelé P. Oberlander dans le travail de recherche consacré à Habitat I, les questions d'urbanisme et d'urbanisation y sont aussi restées au second plan<sup>2</sup>.

Trente ans plus tard, la situation a bien changé. Habitat III n'est plus un sommet des

États, mais bien un forum ouvert sur le monde, qui a rassemblé près de 11 000 délégués. L'hôte n'était pas le gouvernement du Canada, mais la ville de Vancouver, dont le maire sera resté présent tout au long du Forum, notamment à l'occasion du Forum mondial des maires. Enfin, le monde n'est plus rural, mais urbain. On peut dater de 2006-2007 ce tournant décisif où plus de la moitié de la population mondiale habite désormais en ville<sup>3</sup>. Il s'agit d'une évolution profonde. D'autant que la croissance urbaine dans le monde s'effectue surtout dans les villes de taille moyenne, soit autour de 500 000 habitants, et qui sont aussi les plus nombreuses<sup>4</sup>.

### Vers un renouveau de l'urbanisme à partir des questions d'habitat ?

Le FUM III a mis en avant trois thèmes. Dans chacun

de ces trois thèmes, le croisement entre urbanisme et habitat était présent.

Le premier thème, « la croissance urbaine et son impact sur l'environnement », a porté sur le renouvellement des théories et des pratiques de l'urbanisme dans le monde, sur les enjeux de régulation foncière et sur la participation des habitants à la définition des normes urbaines.

Le deuxième thème, « le financement du développement urbain », a porté sur les sources du financement du développement urbain, et les questions liées au partenariat entre collectivités locales et acteurs privés de l'aménagement, des grands services urbains, des services bancaires.

Le troisième thème, « la cohésion sociale »<sup>5</sup> a porté sur deux questions qui sont centrales dans les objectifs politiques de UN-Habitat, le programme d'éradication des bidonvilles, lancé en 2000, et les recherches sur l'accès au logement et le logement accessible.

L'articulation ainsi renouvelée entre développement urbain, habitat et politiques

de l'habitat, et urbanisme et planification urbaine, est désormais un point focal de l'action internationale en matière d'urbanisme et de développement urbain. Il convient donc d'une part d'en explorer quelques traductions concrètes, et d'autre part, de préciser quels sont les principaux acteurs de cette nouvelle scène.

Durant le FUM, de nombreux ateliers ont été consacrés à la gestion des problèmes d'habitat dans un contexte de très forte croissance urbaine. La séance d'ouverture officielle du forum a ainsi permis de mettre en évidence le lien vertueux entre taux d'urbanisation et amélioration des conditions de vie (Indicateur de développement humain -IDH). Mais l'habitat informel, c'est-à-dire à la fois l'habitat en taudis et l'habitat fragile, constitue paradoxalement l'une des principales formes de l'urbanisme contemporain.

Alors même que la lutte contre l'habitat informel et l'amélioration des conditions de vie de 100 millions d'habitants représente l'un des objectifs de développement du millénaire (ODM) des Nations unies, l'explosion de la croissance urbaine entraîne une explosion du nombre d'habitants exposés à des conditions de vie urbaines et d'habitat précaires. On estime aujourd'hui à près de 1 milliard le nombre d'habitants mal logés et on s'attend à ce que ce chiffre atteigne 1,3 milliards en 2020.

Devant l'ampleur quantitative de phénomènes jusqu'ici décrits selon des approches plutôt qualitatives, les méthodes d'investigation et les propositions d'action ne peuvent plus être les mêmes. Deux grandes tendances se confirment. Il s'agit d'une part de l'ouverture

croissante des acteurs institutionnels aux acteurs privés, aussi bien à l'échelle globale qu'à l'échelle locale. C'est ce qu'illustre par exemple la rencontre officielle des acteurs du secteur privé à Vancouver<sup>6</sup>, ou la publication en 2007 par UN-Habitat d'un rapport intitulé *Business for sustainable urbanisation, challenges and opportunities*, avec le sous-titre suivant « *Making cities better places to live, work and do business* »<sup>7</sup>. Cette nouvelle orientation suscite un foisonnement inédit de travaux et met en lumière de nombreuses initiatives concrètes.

Aux Philippines, par exemple, une instance de crédit au logement, la *Mindanao Land Foundation*, démontre la viabilité de projets de rénovation urbaine à grande échelle via l'outil de crédits communautaires<sup>8</sup>. De même, la mise en œuvre de programmes de logements subventionnés pour les ménages à faibles revenus au Brésil, où plus de 80% de la population habite aujourd'hui en ville, s'inscrit dans le cadre de politiques d'aménagement urbain volontaires<sup>9</sup>.

### La responsabilité particulière des urbanistes

Les défis en matière d'habitat ne sont pas neufs. Les acteurs d'Habitat II (Istanbul, 1996) le savent bien, eux qui avaient mis en avant la généralisation d'un droit au logement et même d'un droit à la ville. Ces fondements conduisent aujourd'hui à une révolution des approches et théories de l'urbanisme, comme l'illustrent le lancement de la déclaration



Ustadja Maimona Bala, présidente du secteur femmes de Barangay Natutungan anime une réunion du CAP (Programme de planification de l'action communautaire).

de Vancouver sur l'état des villes et la publication internationale de la plate-forme de travail *Reinventing Planning*<sup>10</sup>.

Demain, les « villes problèmes » doivent pouvoir devenir des « villes solutions »<sup>11</sup>. Pour cela, la rencontre entre les acteurs de l'habitat et ceux de l'aménagement et de l'urbanisme est essentielle. Elle est déjà en cours, illustrant l'avènement de possibilités nouvelles de comprendre et d'agir. Les travaux préalables à l'organisation du Forum urbain mondial IV qui se tiendra à Nanjing en Chine en 2008 confirment cette orientation. Pour les urbanistes, c'est une opportunité inédite, c'est aussi une responsabilité particulière et un défi collectif à relever aux côtés des États, des réseaux de collectivités locales, des organisations internationales et des acteurs publics et privés de la ville.

\* A paraître en novembre 2007 : *La révolution urbaine ? / The Urban Revolution ?* Nicolas Buchoud, dir. CERTU, avec la participation de l'ISTED.

1 Revue « Urbanisme ». Septembre-octobre 2006. « Etranges absences françaises », Nicolas Buchoud.

2 *Towards sustainable urbanization. Canada/ UN Habitat initiatives 1976-2006.* Peter Oberlander (Dir). 103 p. CD ROM, Juin 2006.

3 *Les caractéristiques des phénomènes contemporains d'urbanisation sont très bien décrits dans l'ouvrage de référence qui a été publié par UN-Habitat à l'occasion du WUF III et intitulé « État des villes dans le monde » (State of the World's cities), sous la direction de E.L. Moreno.*

4 Cf. *State of the World's cities.*

5 [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

6 *Private sector roundtable*

7 UN-Habitat. *Business for sustainable urbanisation.* 2007. p6 [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

8 *Mindanao Land Foundation.* [www.minland.ph](http://www.minland.ph) Mr Dam C. Vertido, President. "The community mortgage program of the Philippines: providing housing credit to communities of poor informal settlers". Vancouver, June 22th, 2006.

9 *Cidades sustentáveis para todos. Implementado a reforma urbana no Brasil.* Ministerio das Cidades. Junho 2006 36 p. [www.cidades.gov.br](http://www.cidades.gov.br)

10 *Réinventer l'urbanisme. Pour une nouvelle gouvernance urbaine.* Version originale en anglais. Novembre 2006. Traduction et adaptation en français, février 2007. Nicolas Buchoud et Lan-Phuong Phan.

11 Jean Paul l'Allier. *Le défi de l'urbanisme, villes problèmes ou villes-solutions.* Session de clôture du colloque *Visions d'avenir.* Québec, juin 2007.

# Nouvelles de la coopération

# ISTED

Journée d'étude ADP  
7 septembre 2007

## MOBILITÉ ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

La mobilité est un concept large qui englobe l'ensemble des stratégies individuelles et collectives pour accéder aux opportunités et services. Elle est à la fois liberté de choix et compétition. Elle génère des déplacements de rythme et d'amplitude très divers. Il y a une mobilité de proximité (école et commerces), une mobilité à l'intérieur d'une ville (travail services) et entre celle-ci et son hinterland, et de longue distance (les vacances, les visites aux parents).

La mobilité a un coût, en termes de temps et/ou de monnaie, partiellement échangeables. L'homme a toujours cherché à en limiter le coût en jouant à la fois sur les moyens de déplacement et sur l'organisation des activités.

L'impact de la mobilité sur le développement urbain porte tout à la fois sur sa compétitivité économique, sa structure sociale, et son environnement.

L'enjeu pour les professionnels va bien au-delà de l'intégration d'une

politique sectorielle de transport à une approche intégrée et durable du développement des villes. Chaque ville à son histoire son identité et sa dynamique. L'interaction entre une politique de la mobilité pertinente et une croissance urbaine harmonieuse sera au cœur de notre réflexion.

Informations : [www.adp.asso.fr](http://www.adp.asso.fr)  
Cette journée aura lieu à l'ENPC,  
28, rue des Saints Pères, 75007  
Paris, France

Financé par :

Ministère  
de l'Écologie, du Développement et  
de l'aménagement durables

Ministère  
des Affaires étrangères  
et européennes

Directeur de publication :  
Yves Cousquer,  
Président de l'ISTED

Rédacteur en chef :  
Jean-Michel Maurin,  
Association de professionnels  
développement urbain  
et coopération (Adp)

Comité de rédaction :  
Gilles Antier  
Michel Arnaud  
Xavier Crépin  
Thierry Desclos  
Olivier Mourareau  
Françoise Reynaud

Rédactrice : Isabel Diaz

Secrétaire de rédaction et PAO :  
Christiane Rebel-Graechen

Impression Lefevre - LP Presses  
(91) Saint Michel sur Orge

ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 4 n° par an 20 Euros

ISTED

Centre de documentation et d'information

«Villes en développement»

Arche de la Défense

Paroi Nord

92055 La Défense Cédex

France

Tél. (33) 1 40 81 78 01

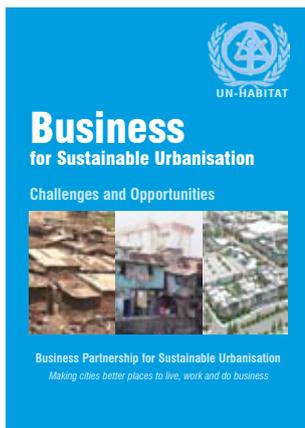
Fax. (33) 1 40 81 78 07

[christiane.rebel@i-carre.net](mailto:christiane.rebel@i-carre.net)

[www.isted.com](http://www.isted.com)

Ce bulletin est en ligne  
sur le site de l'ISTED

## Publications

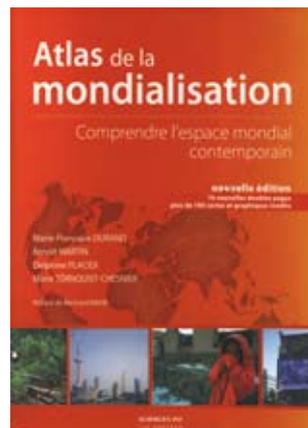


### Business for Sustainable Urbanisation

Challenges and Opportunities  
Un-Habitat, 2007

Un-Habitat a entamé un important processus d'ouverture vers les acteurs non gouvernementaux, incluant les secteurs économiques et la société civile. Dans un monde majoritairement urbain où les bidonvilles croissent plus vite que les autres quartiers, l'engagement du secteur privé est vital pour atteindre les objectifs de développement durable du millénaire. Cette publication propose un panorama des défis, des opportunités et des bonnes pratiques pour encourager l'engagement, l'investissement et les partenariats avec le secteur privé dans les différents secteurs urbains.

En libre accès sur :  
[www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)



### Atlas de la mondialisation 2007

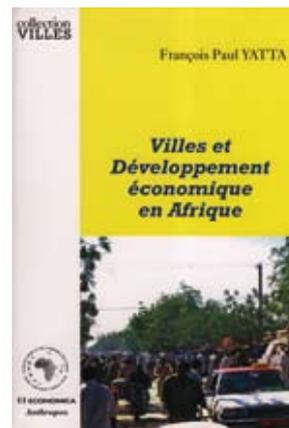
Comprendre l'espace mondial  
contemporain.

Ed. Presses de Sciences Po, 2007

158 p. 23 Euros

Après le succès de la première édition, les Presses de Sciences Po présentent la nouvelle édition de l'Atlas de la mondialisation. Plus qu'un atlas, c'est une véritable boîte à outils : conçu par un cartographe, une géographe et deux politistes, il est le fruit d'un travail d'équipe autour d'un enseignement phare de Sciences Po. La cartographie et les graphiques ont été réalisés à l'Atelier de cartographie de Sciences Po devenu une référence dans ce domaine.

[www.pressesdesciencespo.fr/livre](http://www.pressesdesciencespo.fr/livre)



### Villes et développement économique en Afrique

François Paul YATTA. Ed. Economica, 2006

310 p. - 29 Euros

Cet ouvrage propose une revue des théories de la ville et de son rôle économique, une histoire des politiques urbaines, la présentation de la méthode d'élaboration des comptes économiques locaux, une analyse détaillée des enjeux du développement local en Afrique et des propositions en direction des États et des collectivités locales.

François Paul Yatta est depuis 1998 conseiller régional «économies et finances locales» au PDM.

[www.economica.fr](http://www.economica.fr)